



INTERVIEW



Giuseppe ARAGNO

Historien du mouvement ouvrier et de l'antifascisme, professeur d'histoire contemporaine à la faculté de sciences politiques de l'université Federico II de Naples

Ugo PALHETA, *La possibilité du fascisme. France, la trajectoire du désastre, La découverte, Paris, 2018.*

Le réveil des vieux démons fascistes

Si Matteo Salvini représente l'extrême droite italienne dans les médias internationaux, les visages des nouvelles droites sont multiples et ont des racines profondes dans l'histoire et la culture italiennes. Quels sont les liens de continuité avec la naissance de la République ? Et quelles sont les causes qui ont favorisé l'essor, sous une nouvelle forme, du populisme d'extrême droite d'héritage fasciste ? Parmi elles, nous pouvons citer la crise économique et sociale, le basculement à droite des partis traditionnellement de gauche et la normalisation des discours portés par les partis d'inspiration fasciste et racistes. Éclairage.

Quels sont les liens entre la nouvelle droite et le fascisme historique en Italie ?

Jusqu'en 1991, pour la plupart des Italiens et Italiennes, le fascisme était un régime belliqueux et raciste. Il était considéré comme l'ennemi des travailleurs et des travailleuses, mais aussi des femmes, humiliées dans leur rôle d'épouses et de mères. Il était vu comme un régime produisant de la chair à canon. L'antifascisme consistait quant à lui en une page noble de notre histoire et les nostalgiques du régime étaient rarement suivis. La fin de l'URSS a modifié l'équilibre international ; le capitalisme a abandonné le modèle keynésien et l'idée du laissez-faire du XVIII^e siècle est réapparue. Le néolibéralisme est ainsi né : religion du marché et de la financiarisation d'une économie éloignée de la réalité et fille de modèles mathématiques souvent erronés desquels découlent crises et barbarie.

Accablée par l'effondrement de l'Union soviétique, par la victoire du capitalisme et par l'affirmation du néolibéralisme, impulsé avant tout par le capital financier, la gauche a alors oublié la leçon de l'économiste Pietro Grifone¹ qui voyait dans le fascisme un régime politique complaisant à l'égard du capital financier. Ce capital financier ne défendant pas la culture politique qui a fait de la Résistance une expérience unitaire, fondée sur les valeurs éthiques et politiques dont est née la Constitution italienne, il a permis aux héritières du fascisme de contester l'expérience de la Résistance. C'est ainsi que favorisée par le capitalisme financier, hostile à la Constitution qui restreint les lois du marché, la contestation a fonctionné et a changé la perception du fascisme. Aujourd'hui, dans les textes

scolaires et universitaires, dans les journaux, à la télévision et dans l'imaginaire collectif, le fascisme est dorénavant perçu comme un « régime inclusif », avec une âme sociale, un consensus populaire et qui n'a commis qu'une seule faute : la Seconde Guerre mondiale.

C'est un nouveau fascisme historique, dont personne ne prétend s'inspirer, ni Forza Nuova², qui voudrait pourtant réinstaurer les Corporations³ et le Concordat de 1929⁴, ni Casa Pound⁵ – fascistes, oui mais du troisième millénaire – ni les partis au Parlement. Cependant, réhabilitant les républicains et discréditant la Résistance, les néo-fascistes et les révisionnistes ont fortement élargi leurs marges de manœuvre. Ce n'est pas un hasard si Matteo Salvini est un invité régulier des congrès de Casa Pound, et si Giorgia Meloni⁶, formée au fascisme dans le Mouvement social italien, a pu se présenter aux élections européennes avec Cesare Mussolini, arrière-petit-fils du Duce.

Aujourd'hui, on peut constater que même des partis démocratiques portent atteinte à des droits humains fondamentaux. Ainsi, en 2018, après avoir livré les migrant-es aux bourreaux libyens avec des décrets qui rappellent des résolutions fascistes, pour la première fois dans notre histoire, Marco Minniti, ministre de l'Intérieur de centre gauche, a trahi la Constitution en admettant les « fascistes du troisième millénaire » aux élections politiques. Avec le parti 5 étoiles divisé et dépourvu d'identité, sans faire ouvertement référence aux fascistes, la droite présente au Parlement alimente la haine des

1. P. Grifone, homme politique italien, antifasciste et communiste.
2. Parti politique italien d'extrême droite et ouvertement néofasciste, fondé en 1997 par R. Fiore et M. Morsello.
3. Les *Corporazioni* sont l'expression de l'État « syndical-corporatif » de Mussolini, caractérisé par la soumission des syndicats au régime : à partir de 1925 on assiste aux dernières grandes manifestations ouvrières. Le pacte du Palazzo Vidoni et le code Rocco mettent en œuvre le fascisme également dans le domaine syndical, prévoyant la suppression des syndicats et associations antifascistes, ainsi que l'abolition du droit de grève. Ainsi, les principales activités économiques de l'État italien sont sous le contrôle direct du parti national fasciste et être membre du parti devient nécessaire pour avoir un emploi.
4. En 1929, B. Mussolini signe les accords du Latran avec le Saint-Siège qui comprennent trois conventions distinctes dont notamment un concordat qui statuaient sur la position de l'Église en Italie faisant du catholicisme la religion d'État.
5. CasaPound Italia : parti politique, né à Rome en 2003, d'inspiration national-socialiste et néofasciste
6. G. Meloni est la leader du parti politique « Frère d'Italie » qui milite pour un souverainisme, une lutte contre l'immigration, ainsi que pour la préservation des traditions nationales, libérales et populaires.



migrants. Lega Nord et Fratelli d'Italia, en particulier, se réclament du populisme mais à l'instar de Péron, ces populistes modernes sont devenus des dirigeants démocratiquement élus, faisant du populisme un instrument de démocratisation du fascisme. En Italie, la droite parlementaire, en premier lieu celle dirigée par Matteo Salvini et Giorgia Meloni, en accord avec des groupes extra-parlementaires, fascise le populisme et conserve la connotation typique du fascisme historique : le racisme, historiquement rejeté par le populisme classique.

Peut-on dire que la culture fasciste est d'une certaine manière toujours présente en Italie ?

Les fascistes et leur culture sont entrés dans la République sans même avoir purgé leur peine. Les scientifiques qui ont signé le Manifeste sur la race ont conservé leur siège et leur poids social. Carlo Aliney,

« La culture fasciste n'est pas marginale dans le pays, mais imprègne des secteurs décisifs de la vie démocratique. »

par exemple, auteur des lois raciales⁷, est devenu procureur de la République et juge à la Cour suprême ; ou encore Vincenzo Eula – celui qui avait condamné Sandro Pertini ancien partisan et futur président de la République – est devenu procureur général ; quant à Gaetano Azzariti, président du Tribunal racial – à qui l'on doit l'amnistie qui « a sauvé » les fascistes – il est devenu juge à la Cour constitutionnelle, et puis président de cette dernière en 1957.

À côté de ces personnalités qui ont occupé des postes-clés, les accords et les lois qui avaient fait l'histoire du fascisme ont également été conservés sous la République. À l'Assemblée constituante, par exemple, la Démocratie chrétienne (DC) et le PCI (Parti communiste italien) ont inséré, dans la Constitution, le Concordat de 1929 entre l'Église et l'Italie fasciste, qui faisait du catholicisme la religion d'État, obligatoirement enseignée par des professeur-es choisis par l'autorité religieuse et payés par l'État, qui reconnaissait des effets civils au mariage religieux et des exonérations fiscales au Vatican. Quant au Code pénal de la période fasciste, il a été maintenu dans le Code de la République même si son inspiration autoritaire a été atténuée. Comme à l'époque du fascisme, il permet au juge d'imposer de sérieuses limitations à la liberté des citoyen-nes qui n'ont pas commis de crime.

C'est le cas de Maria Egarda Martucci, considérée comme « socialement dangereuse » et soumise à

deux ans de « surveillance spéciale » pour avoir lutté contre l'État islamique en allant soutenir la révolution au Rojava. Nous parlons d'un Code si répressif, que la vie d'un travailleur, tué par des patrons qui ne garantissent pas la sécurité de l'emploi, équivaut à seulement 5 ans de prison au maximum – mais dans les faits aucun patron n'a eu plus d'un an – tandis qu'un distributeur automatique endommagé lors d'une manifestation est considéré comme « dévastation et pillage » et vaut bien plus qu'une vie. Depuis 2012, un homme a payé pour ce crime avec 14 ans de prison. Aujourd'hui, le code fasciste frappe durement les chômeur-es, les migrant-es, les sans-abri, les prostituées, les laveurs de vitres aux feux de signalisation, les junkies et les adolescent-es des banlieues.

À y regarder de plus près, la culture fasciste n'est pas marginale dans le pays, mais imprègne des secteurs décisifs de la vie démocratique. Aujourd'hui, en raison de l'effondrement de la gauche et de la crise économique qui est devenue systémique, les héritier-ères de la culture fasciste profitent de la colère de la population. Il-elles proposent un fascisme nettoyé par le révisionnisme, mais qui conserve la férocité raciste et la vision hiérarchique de la société. Plus qu'une dictature, il-elles visent probablement à désarticuler les Institutions pour atteindre un tournant autoritaire dans un pays qui n'est que formellement démocratique.

Quels sont les liens entre l'appareil d'État et de police ?

La culture fasciste a des racines profondes au sein des forces de l'ordre. En 1946-47, les *Prefetti di carriera*⁸ du « Ventennio »⁹ remplacent leurs collègues nommés par le Comité de libération nationale et l'école de formation de la police républicaine est confiée à Guido Leto, ancien chef de l'OVRA, la police politique du Duce. Sans surprise, la piste fasciste du massacre de Piazza Fontana¹⁰, en 1969, a été volontairement étouffée.

Tout comme la police, la Magistrature complice du régime n'a pas été épurée et à l'aube de la République, elle a persécuté de manière honteuse les partisan-es communistes. À la fin du mois de juin 1946, immédiatement après l'amnistie, les juges ont en effet libéré 7.106 fascistes contre 153 partisans. Selon des chiffres approximatifs, le nombre de partisan-es arrêtés s'élevait pourtant à 2.474, les personnes arrêtées à 2.189 et celles condamnées à 1.007. Entre 1948 et 1952, lors de manifestations, les forces de l'ordre ont fait 65 victimes en Italie, trois en France et six en Allemagne et en Grande-Bretagne. En 1966, on découvre que les effets du code Rocco¹¹, qui a survécu au régime, ont produit 15.059 « persécuté-es

politiques » et 7.598 années de prison. La moyenne dépasse celle du Ventennio. Il est donc évident que l'Italie n'a jamais fait les comptes du fascisme malgré l'avènement de la République.

Récemment encore, certaines pratiques policières évoquent celles de la période fasciste. À Gênes en 2001, un manifestant de vingt ans a été tué par la police lors d'une grande manifestation contre le G8. Ces faits ont révélé les tortures commises par la police dans l'école Diaz, dans laquelle les manifestant-es de toute l'Italie et aussi d'Europe étaient venu-es pour rejoindre les assemblées du Forum social. L'Italie a été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme pour torture et a été obligée d'indemniser celles et ceux qui avaient porté plainte.

En ce qui concerne la police, les partis « démocratiques » et les groupes néo-fascistes ont des positions différentes. Sur l'affaire Cucchi¹², un jeune homme tué par la police en 2009, Giorgia Meloni a rejeté l'idée de recourir au numéro d'identification sur le casque des agents : l'erreur, dit-elle, ne peut être utilisée pour attaquer le travail de la police qui est au service de l'État. Matteo Salvini a défendu les policiers et a attribué à la victime une vie dissolue qui ne mérite pas de pitié.

Quel est le discours qui a permis de toucher un électorat aussi large ?

Le succès de la droite vient d'abord de la crise de la gauche, éloignée des classes sociales qu'elle a représentées pendant plus d'un siècle, jusqu'à atteindre le libéralisme, devenant en fait le substitut de la droite. Malheureusement, ce sont des gouvernements de centre gauche qui ont bombardé la Serbie et modifié le titre V de la Constitution, au nom d'un fédéralisme qui a exacerbé le fossé Nord-Sud et déclenché la crise de l'université, de l'école et du service national de santé.

Lorsque Matteo Renzi¹³ a aboli l'article 18 du statut des travailleur-es et frappé durement le monde du travail, la gauche est devenue le meilleur allié de la droite, qui s'est développée en exploitant ses ambiguïtés et ses erreurs grossières. L'adhésion au néolibéralisme, qui a produit des crises économiques répétées et alimenté l'émigration principalement des jeunes, le soutien non critique à l'Europe, même quand elle est devenue très différente de celle pensée par Spinelli, ont poussé l'électorat trahi à voter pour la droite ou pour le populisme du parti 5 étoiles.

Face à une gauche inerte et confuse, la droite a parlé au ventre d'un peuple appauvri, proie facile d'un grave illettrisme et d'une presse majoritairement aux mains d'un patron rétrograde et autoritaire. Leur succès est-il appelé à durer ? Ce n'est pas facile à dire, mais il y a un fait qui ne doit pas être négligé :



En 2001, à Gênes, se sont déroulées des manifestations anti-G8 qui ont entraîné des répressions violentes de la part de la police italienne.

la déception de la gauche n'a pas étouffé le besoin de justice sociale. Un besoin auquel la droite ne sait pas et ne veut pas donner de réponses.

Quelles sont ou devraient être les résistances et quel rôle pour les mouvements sociaux ?

La pandémie a mis en évidence les inégalités sociales qui mettent en accusation toutes les forces qui ont gouverné. Les gens sont fatigués des classes dirigeantes qui sont loin de leurs problèmes et qui à l'évidence des faits montrent qu'elles n'ont pas de solutions pour les classes les plus touchées par la crise économique et la pandémie. À cela s'ajoute une droite qui alimente les peurs.

Les représentants de la gauche ont déçu et sont discrédités, mais les masses populaires, les travailleur-es précaires et les chômeur-es reconnaissent encore leurs valeurs. En ce sens, le mouvement No-Tav¹⁴ est un modèle, tout comme l'enthousiasme qui a accueilli la récente expérience de Potere al Popolo¹⁵ montre le chemin. La pratique du mutualisme¹⁶, les Maisons du peuple, la participation et le soutien aux luttes pour la recherche et l'éducation, pour les droits des travailleur-es, pour l'environnement et pour le contrôle populaire ramènent la gauche à ses origines et rouvrent le dialogue avec les masses découragées. C'est un premier pas qui unit et rapproche les politiques. Sur cette base, il est possible de tenter une résistance et de construire un chemin unitaire de solidarité et de lutte, à partir d'un premier point fixe : le rejet du néolibéralisme. #

Propos recueillis par Valeria LUCERA

12. S. Cucchi a été retrouvé mort quelques jours après avoir été arrêté par la police et incarcéré. Une enquête a permis d'établir qu'il est mort par manque de soins médicaux, de nourriture et d'eau. Cette affaire dépasse le drame d'une famille. Elle est devenue le symbole des « morts d'État » et de leur défiance envers la justice et les forces de l'ordre.

13. M. Renzi, à l'époque leader du Parti démocratique et Président du conseil des ministres, a aboli l'art. 18 qui permettait la réintégration en cas de licenciement illégitime injuste ou discriminatoire. Il a aussi réformé le marché du travail avec le « Jobs act » qui implique une déstructuration et une flexibilisation du monde du travail en Italie.

14. NoTav (TAV : treno ad alta velocità) est un mouvement populaire de la vallée de Susse de protestation contre le projet de construction de la ligne à moyenne vitesse (220 km/h) Lyon-Turin pour le transport de marchandises.

15. Le *Pouvoir au Peuple* est une alliance électorale née en 2017 et qui réunit de nombreux partis politiques, associations et centres sociaux italiens de gauche antilibérale.

16. Le mutualisme est une pratique née dans les pays du sud de l'Europe face à la crise, notamment en Grèce et en Italie. Les services minimums n'étant pas garantis, comme les soins médicaux ou encore l'accueil des étranger-ères, des citoyen-nes et des collectifs s'organisent pour pallier ce manque dans une optique d'aide réciproque qui permet de créer du lien social et de pouvoir dénoncer et agir ensemble pour revendiquer les droits bafoués par les institutions. En Italie, Potere al Popolo est une des organisations qui pratique le mutualisme via les maisons du peuple, lieux de regroupement social et d'organisation d'actions collectives au niveau territorial, de quartier ou de la ville.



7. Les lois raciales fascistes précisent les mesures racistes prises en Italie en 1938 notamment contre les personnes de religion juive.

8. À l'époque fasciste, les *Prefetti* ont été des instruments auxquels Mussolini a eu recours pour sa politique de centralisation et pour le renforcement du pouvoir exécutif au niveau territorial. Ils dépendaient directement du ministère de l'Intérieur.

9. Le *Ventennio* correspond à la période historique durant laquelle le fascisme était au pouvoir en Italie, de 1922-1943.

10. Les années de Piazza Fontana sont appelées « les années de plomb ». Elles s'étalent des années 1960 aux années 1980 sont marquées par une radicalisation des organisations de gauche et de droite. La période a été caractérisée par des violences, par la lutte armée et des épisodes de terrorisme. L'attentat de la Piazza Fontana est un attentat à la bombe qui s'est produit à la Banca Nazionale dell'Agricoltura sur la Piazza Fontana dans le centre-ville de Milan.

11. Le code Rocco est le Code pénal social. Même s'il a été profondément modifié au fil de temps, il garde encore des traces des dispositions autoritaires de l'époque fasciste dans laquelle il a été fondé.